VVV. - 1 - L.4966/2.

Bureau Coordination

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 9 novembre 1955, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "accordant une indemnité pour frais de déplacement à certains membres de la famille de militaires gravement malades ou accidentés ou de militaires décédés", a donné le 16 novembre 1955 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 9e November 1955 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "waarbij aan sommige familieleden van militairen, die ernstig ziek of door een ongeval getroffen zijn of van overleden militairen, een vergoeding voor reiskosten toegekend wordt", heeft de 16e November 1955 het volgend advies gegeven :

Le projet vise à organiser l'octroi d'une indemnité pour frais de déplacement à certains membres des familles des militaires gravement malades, victimes d'un accident ou décédés.

Aux termes de l'alinéa premier du préambule le projet aurait pour fondement légal l'article 66 de la Constitution, qui dispose à l'alinéa 1er:"Le Roi confère les grades dans l'armée".

L'objet du projet étant d'accorder les indemnités à des personnes étrangères à l'armée, l'article cité au préambule ne pourrait constituer ce fondement légal.

Celui-ci se trouvera en réalité dans l'article 14 de la loi contenant le budget du Ministère de la Défense nationale pour l'exercice 1956, lorsque la loi sera entrée en vigueur. L'article prévoit, en effet, un crédit destiné à couvrir "les dépenses afférentes aux déplacements (y compris le transport des familles en Allemagne et aux bases métropolitaines d'Afrique et le transport des familles de militaires gravement malades ou décédés)" (Ch. Représ. Doc. session 1955-1956, n°4, X, n°1).

Il en découle que l'arrêté dont projet n'aura de fondement légal que lorsque la loi contenant le budget sur laquelle il s'appuie, sera entrée en vigueur, qu'il n'aura en principe de fondement que pendant la période que régit cette loi et que son champ d'application sera réduit au montant des crédits votés. L'arrêté ne pourra sortir d'effet pour 1956 que dans la mesure où les lois budgétaires ultérieures ou autres le permettent.

.../...

Une telle technique juridique , bien que peu heureuse, n'est pas sans précédents. Il importerait néanmoins, pour éviter des méprises sur la portée de l'arrêté, qu'elle puisse être dégagée à la lecture du préambule et de l'article 1er.

\+

\+ +

Suivant l'article 2, 1°, l'épouse et tous les enfants légitimes d'un militaire marié bénéficient de l'indemnité.

Suivant l'article 2, 3°, tous les enfants légitimes d'un militaire veuf ou divorcé bénéficient de l'indemnité. Bénéficie en outre de l'indemnité la personne qui les accompagne au cas où "aucun des enfants qui se déplacent sur le même trajet et pour le même motif n'est en mesure de s'occuper des plus jeunes".

Dans le cas envisagé à l'article 2, 1°, le projet ne prévoit pas que la personne qui accompagnera les enfants légitimes lorsque l'épouse se trouve dans l'impossibilité de les conduire, bénéficiera de l'indemnité pour frais de déplacement.

\+

\+ +

Aux termes de l'article 5 "les demandes d'indemnité doivent être introduites à la formation hospitalière ou, le cas échéant, à l'unité du militaire". L'expression "formation hospitalière"est particulièrement vague. Il conviendrait de désigner l'autorité auprès de laquelle la demande doit être introduite, tel le commandant de l'unité à laquelle le militaire appartient ou appartenait.

\+

\+ +

Le projet comportant des dispositions dont l'application peut grever le budget, doit être contresigné par le Ministre des Finances ainsi qu'il est requis par l'article 7 de l'arrêté royal du 15 décembre 1948 réglant les attributions du Comité du budget.

\+

\+ +

Le règlement sur les transports militaires par chemins de fer et vicinaux, approuvé par l'arrêté royal du 10 octobre 1933, comporte des dispositions relatives au "transport des personnes appelées au chevet d'un militaire malade ou désireuses d'assister aux funérailles d'un militaire décédé".

Le régime d'indemnisation qui est prévu par les dites dispositions étant remplacé par le projet, il y a lieu de les abroger.

L'arrêté royal du 10 octobre 1933 portant le contreseing du Ministre des Transports, il convient que le projet soit soumis au contreseing du Ministre qui a actuellement les communications dans ses attributions.

\+

\+ +

.../...

Pour le surplus, le projet n'appelle que des observations de forme ne nécessitant aucun commentaire et qui résultent du texte proposé ci-après.

ARRETE ROYAL ACCORDANT UNE INDEMNITE POUR FRAIS DE DEPLACEMENT A CERTAINS MEMBRES DE LA FAMILLE DE MILITAIRES GRAVEMENT MALADES OU ACCIDENTES, OU DE MILITAIRES DECEDES.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 67 de la Constitution;

Vu l'accord du Comité du budget, donné le 17 juin 1955;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale et de Notre Ministre des Communications,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

Dans les limites des crédits prévus par la loi contenant le budget et aux conditions déterminées ci-après, une indemnité pour frais de déplacement est, en temps de paix, accordée :

.../...

1° aux membres de la famille d'un militaire malade ou accidenté, lorsqu'ils sont invités soit par le chef de service d'une formation hospitalière, par le médecin d'unité ou par le médecin traitant, soit par le commandant d'unité, à se rendre auprès du malade en raison de la gravité de son état de santé;

2° aux membres de la famille d'un militaire décédé, invités par l'autorité militaire à se rendre auprès du corps, à assister aux funérailles ou à la remise de distinctions honorifiques à titre posthume.

Article 2.-

Peuvent seuls bénéficier de l'indemnité de déplacement :

1° si le militaire a des enfants légitimes : l'épouse et tous les enfants légitimes et, à défaut de l'épouse, la personne qui accompagne les enfants lorsqu'aucun de ceux qui se déplacent sur le même trajet et pour le même motif n'est en mesure de s'occuper des plus jeunes;

2° si le militaire n'a pas d'enfants légitimes : deux des personnes ci-après : l'épouse, le père, la mère ou, à défaut, les aïeuls, les frères, les soeurs, les cousins ou le tuteur

Article 3.-

Lorsque l'état de santé d'un militaire nécessite un séjour prolongé dans un hôpital, l'indemnité pour frais de déplacement est due pour chaque voyage effectué sur invitation du directeur de l'hôpital et pour autant que trente jours au moins se soient écoulés depuis le dernier déplacement indemnisé.

.../...

Article 4.-

L'indemnité n'est due que pour les déplacements s'effectuant en Belgique ou dans les pays limitrophes de la Belgique.

Le montant de l'indemnité est calculé sur la base des tarifs de la classe la moins élevée des chemins de fer, des chemins de fer vicinaux et des autobus. Il est égal au prix du trajet direct aller et retour réellement parcouru.

Toutefois, pour un déplacement au départ d'un pays étranger à destination :

1° de la Belgique ou de l'étranger via la Belgique, le trajet pris en considération pour la détermination de l'indemnité est celui parcouru depuis le point d'entrée sur le territoire national;
2° d'un pays limitrophe de la Belgique et ne comprenant pas de parcours en Belgique, le montant de l'indemnité ne peut excéder le prix du trajet direct aller et retour au départ de Bruxelles.

Article 5.-

Voir l'observation ci-dessus.

Article 6.-

Sont abrogés les articles 45 et 46 ainsi que les annexes n^{os} 13 à 20 du règlement sur les transports militaires par chemins de fer et vicinaux, approuvé par l'arrêté royal du 10 octobre 1933.

.../...

Article 7.-

Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1956. (1)

Article 8.-

Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Défense nationale,

Le Ministre des Communications,

Le Ministre des Finances,

---

(1) Si l'arrêté est pris après cette date, la formule sera la suivante : Le présent arrêté produit ses effets au 1er janvier 1956 .

Het ontwerp strekt er toe, een regeling vast te stellen voor het verlenen van een vergoeding voor reiskosten aan bepaalde familieleden van militairen, die ernstig ziek, door een ongeval getroffen of overleden zijn.

Volgens het eerste lid van de aanhef is de rechtsgrond van het ontwerp artikel 66 van de Grondwet waarvan het eerste lid bepaalt : "De Koning verleent de graden in het leger".

Aangezien het ontwerp echter handelt over vergoedingen voor niet tot het leger behorende personen, kan de rechtsgrond niet in het aangehaalde artikel gelegen zijn.

In werkelijkheid zal hij te vinden zijn in artikel 14 van de wet houdende de begroting van het Ministerie van Landsverdediging voor het dienstjaar 1956, wanneer deze wet eenmaal in werking zal zijn getreden. Dit artikel voorziet immers een krediet ter bestrijding van "de uitgaven in verband met de verplaatsingen (met inbegrip van het vervoer der familiën naar Duitsland en de bases van het moederland in Afrika en van het vervoer van de familiën van zwaar zieke of overleden militairen)" (Kamer der Volksvert. Doc. Zitting 1955-1956, nr 4,X, nr 1).

.../...

Hieruit volgt, dat het ontworpen besluit eerst dan een rechtsgrond zal hebben wanneer de begrotingswet waarop het steunt, in werking zal zijn getreden, dat het in beginsel alleen rechtsgrond zal hebben voor de geldingsduur van deze wet en dat het toepassingsgebied beperkt zal zijn tot het bedrag van de goedgekeurde kredieten. Het besluit zal slechts uitwerking hebben na 1956, naarmate latere budgetaire of andere wetten het zullen toelaten.

Hoewel dergelijke wetgevingstechniek niet zeer gelukkig is, kunnen precedenten worden ingeroepen. Om evenwel vergissingen over de strekking van het ontwerp te voorkomen, zou uit de aanhef en uit artikel 1 duidelijk moeten blijken dat deze techniek is toegepast.

\+

\+ \+

Volgens artikel 2, 1°, hebben de echtgenote en alle wettige kinderen van een gehuwd militair aanspraak op de vergoeding.

Volgens artikel 2, 3°, hebben alle wettige kinderen van een militair die weduwnaar of uit de echt gescheiden is, aanspraak op de vergoeding. De vergoeding komt ook toe aan degene die de kinderen vergezelt ingeval "niemand onder degenen die om dezelfde reden dezelfde weg afleggen, voor de jongeren zorg kan dragen".

.../...

In het onder artikel 2, 1°, genoemde geval laat het ontwerp de vraag open of de persoon die de wettige kinderen vergezelt wanneer de echtgenote in de onmogelijkheid verkeert ze te begeleiden, de vergoeding voor reiskosten zal genieten.

\+

\+ \+

Luidens artikel 5 "dienen de aanvragen om vergoeding te worden ingediend bij hospitaalformatie of, in voorkomend geval, bij de eenheid van de militair". De uitdrukking "hospitaalformatie" is bijzonder vaag. Hier moet worden gezegd, bij welke overheid de aanvraag moet worden ingediend, bijvoorbeeld bij de commandant van de eenheid waartoe de militair behoort of heeft behoord.

\+

\+ \+

Daar het ontwerp een aantal bepalingen bevat waarvan de toepassing tot begrotingslasten kan leiden, moet het mede door de Minister van Financiën worden ondertekend, zoals vereist wordt door artikel 7 van het koninklijk besluit van 15 December 1948 tot regeling van de ambtsbevoegdheden van het Begrotingscomité.

\+

\+ \+

.../...

Het reglement op het militair vervoer per spoor- en buurtspoorwegen, goedgekeurd bij koninklijk besluit van 10 October 1933, bevat voorschriften aangaande "het vervoer der personen aan het ziekbed van een militair geroepen of die de wens uitdrukken aan de lijkplechtigheden van een afgestorven militair deel te nemen".

Daar de in deze voorschriften vastgestelde vergoedingsregeling door het ontwerp wordt vervangen, dienen zij opgeheven te worden.

Daar het koninklijk besluit van 10 October 1933 mede door de Minister van Verkeer was ondertekend, ware het raadzaam ook het onderhavige ontwerp ter medeondertekening voor te leggen aan de Minister tot wiens bevoegdheid het verkeerswezen thans behoort.

\+

\+ \+

Voor het overige zijn bij het ontwerp alleen opmerkingen betreffende de vorm te maken, die geen commentaar behoeven en die uit de hierna voorgestelde tekst blijken :

.../...

KONINKLIJK BESLUIT TOT TOEKENNING VAN EEN VERGOEDING VOOR REISKOSTEN AAN SOMMIGE FAMILIELEDEN VAN MILITAIREN, DIE ERNSTIG ZIEK, DOOR EEN ONGEVAL GETROFFEN OF OVERLEDEN ZIJN.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op artikel 67 van de Grondwet ;

Gelet op het akkoord van het Begrotingscomité, gegeven 17 Juni 1955 ;

Gelet op het advies van de Raad van State ;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging en van Onze Minister van Verkeerswezen,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.-

Binnen de grenzen van de op de begrotingswet uitgetrokken kredieten en onder de hierna vastgestelde voorwaarden wordt in vredestijd een vergoeding voor reiskosten toegekend :

1° aan de familieleden van een ziek of door een ongeval getroffen militair, wanneer zij hetzij door de dienstchef van een hospitaalformatie, de geneesheer van de eenheid of de behandelende geneesheer, hetzij door de commandant van de eenheid bij de zieke worden geroepen wegens de ernst van diens toestand ;

.../...

2° aan de familieleden van een overleden militair, die door de militaire overheid bij de afgestorvene worden geroepen of door haar op de begrafenis of op de uitreiking van posthume eretekenen worden uitgenodigd.

Artikel 2.-

Op de vergoeding voor reiskosten hebben alleen aanspraak :

1° indien de militair wettige kinderen heeft : de echtgenote en alle wettige kinderen en, bij ontstentenis van de echtgenote, degene die de kinderen vergezelt zo niemand onder degenen die om dezelfde reden dezelfde weg afleggen, voor de jongeren zorg kan dragen ;

2° indien de militair geen wettige kinderen heeft : twee van de hierna volgende personen : de echtgenote, de vader, de moeder of, zoniet de grootouders, de broeders, de zusters, de neven of de voogd.

Artikel 3.-

Wanneer de gezondheidstoestand van een militair een langdurig verblijf in een hospitaal noodzakelijk maakt, is de vergoeding voor reiskosten verschuldigd voor iedere reis welke op uitnodiging van de directeur van het hospitaal geschiedt, en voor zover ten minste dertig dagen zijn verlopen sedert de laatste reis waarvoor vergoeding is betaald.

.../...

Artikel 4.-

De vergoeding is alleen verschuldigd voor reizen in België of in de aan België grenzende landen.

Het bedrag van de vergoeding wordt berekend op grond van de tarieven voor de laagste klasse bij de spoorwegen, de buurtspoorwegen en de autobussen. Het is gelijk aan de prijs van de werkelijk afgelegde directe heen- en terugreis.

Voor een reis echter uit een vreemd land met bestemming naar :

1° België of het buitenland over België, wordt de vergoeding berekend op de afstand, afgelegd vanaf de plaats van aankomst op 's lands grondgebied;

2° een aan België grenzend land, zonder doorreis in België, mag de vergoeding niet meer bedragen dan de prijs van de directe heen- en terugreis, met vertrek uit Brussel.

Artikel 5.-

Zie opmerking hierboven.

.../...

Artikel 6.-

Opgeheven worden de artikelen 45 en 46 alsook de bijlagen nrs 13 tot en met 20 van het reglement op het militaire vervoer per spoor- en buurtspoorwegen, goedgekeurd bij het koninklijk besluit van 10 October 1933.

Artikel 7.-

Dit besluit treedt 1 Januari 1956 in werking.(1)

Artikel 8.-

Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , .

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Landsverdediging,

De Minister van Verkeerswezen,

De Minister van Financiën,

---

(1) Komt het besluit na deze datum tot stand, dan moet de bepaling luiden als volgt :"Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 Januari 1956".

La chambre était composée de

Messieurs : F. LEPAGE, conseiller d'Etat, président,
J. COYETTE, conseillers d'Etat,
G. VAN BUNNEN,
P. COART-FRESART, assesseurs de la section de législation,
P. ANSIAUX,
G. PIQUET, greffier adjoint, greffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. LEPAGE.

LE GREFFIER,

(s.) G. PIQUET.

De kamer was samengesteld uit

de Heren : raadsheer van State, voorzitter,
raadsheren van State,
bijzitters van de afdeling wetgeving,
adjunct-griffier, griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. LEPAGE.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) F. LEPAGE.